

Honni par les agriculteurs, maudit par les consommateurs – qui mettaient en circulation des caricatures devant ridiculiser l'importation, pourtant si bien intentionnée, de chèvres – Welter était devenu «l'homme le plus haï du Grand-Duché.»<sup>23)</sup>

Dans la séance du 13. 12. 1916, à propos de la discussion du projet de budget, Maurice Pescatore, une fois de plus, fit une virulente critique «de la méthode du directeur-général du Ravitaillement, qui a fait faillite.» L'orateur libéral finit son discours par ces paroles:

«A nos collègues du parti clérical à aviser et à voir s'ils veulent continuer à prendre à eux seuls devant le pays la responsabilité des fautes et de l'incapacité d'un ministre dont le départ s'impose.»<sup>24)</sup>

Welter étant absent à la séance du quatorze, la Chambre, sur proposition du Ministre d'Etat, ajourna la discussion du budget pour attendre le retour du directeur-général du Ravitaillement.<sup>25)</sup>

Le 19. 12. 1916 Welter répond. Il fait flèche de tout bois, mais sa situation est désespérée.

Pour ne citer qu'un fait: il avait escompté recevoir 2000 wagons d'avoine, mais avoue devoir «encore déchanter.»<sup>26)</sup>

Le lendemain c'est au socialiste Luc Housse de reprendre la thèse des libéraux que Welter doit quitter le pouvoir.

Au cours de la séance du 22 décembre Welter s'exclame «qu'il n'y avait pas de gibet assez haut pour y pendre le directeur-général qui avait osé toucher à l'automobile.»<sup>27)</sup>

Ce qui ne fut pas pour renflouer la barque à la dérive de Welter c'est le fait que le dossier d'un agent du Gouvernement qui avait acheté des vivres pour une forte somme et n'en avait fourni que pour un dixième du montant total, dossier destiné à la Commission d'enquête de la Chambre, ne lui avait pas encore été remis, malgré des réclamations qui remontaient au mois d'août.<sup>28)</sup>

Voici les derniers passages du discours que Welter prononça, la mort dans l'âme:

«Il faut que nous oublions ce qui nous divise. L'avenir est très sombre. Demain, et je le dis sans amertume . . . une autre personne sera à ma place. Je la conjure qu'elle agisse dans l'intérêt général et non pas dans l'intérêt politique, parce qu'il ne peut pas être question d'intérêt politique maintenant. Nos luttes étaient bien âpres dans les derniers temps, je l'admets. Mais j'admets encore la sincérité, la bonne volonté et la conviction chez tous. Je ne doute pas que celui qui me remplacera n'ait peut-être plus de chance, ne soit peut-être plus heureux que moi. Il aura certainement plus de talent administratif, je n'en disconviens pas; mais je suis convaincu aussi, si l'on fait ce qu'on peut faire, si l'on a donné le meilleur de son être pour être utile au pays, on peut quitter le pouvoir avec confiance et avec la conviction qu'on a rendu service à ses concitoyens. Je dirai à celui qui me